

**Assemblée réunie
de la Commission communautaire commune**

**Verenigde vergadering van de
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie**

**Séance plénière
du vendredi 13 juillet 2001**

**Plenaire vergadering
van vrijdag 13 juli 2001**

SOMMAIRE

INHOUDSOPGAVE

	Pages		Blz.
PROPOSITIONS DE RESOLUTION	215	VOORSTELLEN VAN RESOLUTIE	215
— Proposition de résolution (de Mmes Françoise Bertieaux, Françoise Schepmans et Isabelle Molenberg) relative à la promotion des droits des patients en Europe (n ^{os} B-51/1 et 2 — 2000/2001)		— Voorstel van resolutie (van mevrouwen Françoise Bertieaux, Françoise Schepmans en Isabelle Molenberg) betreffende de bevordering van de patiëntenrechten in Europa (nrs. B-51/1 en 2 — 2000/2001)	
Discussion générale — <i>Orateurs</i> : Mmes Béatrice Fraiteur , rapporteur, Françoise Bertieaux , M. Paul Galand , Mme Béatrice Fraiteur	215	Algemene bespreking — <i>Sprekers</i> : mevrouwen Béatrice Fraiteur , rapporteur, Françoise Bertieaux , de heer Paul Galand , mevrouw Béatrice Fraiteur	215
Discussion des considérants et des tirets	216	Bespreking van de consideransen en van de streepjes	216
— Proposition de résolution (de M. Marc Cools, Mme Fatiha Saïdi, M. Rudi Vervoort, Mme Brigitte Grouwels, M. Sven Gatz, Mmes Adelheid Byttebier et Isabelle Gelas) concernant l'inscription de la Région de Bruxelles-Capitale dans le réseau des Villes et Régions en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (n ^{os} B-56/1 et 2 — 2000/2001)		— Voorstel van resolutie (van de heer Marc Cools, mevrouw Fatiha Saïdi, de heer Rudi Vervoort, mevrouw Brigitte Grouwels, de heer Sven Gatz, mevrouwen Adelheid Byttebier en Isabelle Gelas) houdende de inschrijving van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het net van de Gezonde Steden en Gewesten van de Wereldgezondheidsorganisatie (nrs. B-56/1 en 2 — 2000/2001)	
Discussion générale — <i>Orateur</i> : M. Michel Moock , rapporteur	217	Algemene bespreking — <i>Spreker</i> : de heer Michel Moock , rapporteur	217
Discussion des considérants et des tirets	217	Bespreking van de consideransen en van de streepjes	217
			213

	Pages		Blz.
	—		—
PROJET D'ORDONNANCE		ONTWERP VAN ORDONNANTIE	
— Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 27 avril 1995 portant constitution de services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale à gestion séparée (n ^{os} B-55/1 et 2 — 2000/2001)		— Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 27 april 1995 houdende oprichting van diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad met afzonderlijk beheer (nrs. B-55/1 en 2 — 2000/2001)	
Discussion générale — <i>Orateurs</i> : Mme Danielle Caron , rapporteur, M. Paul Galand , Mme Françoise Bertieaux , M. Eric Tomas , Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique d'Aide aux Personnes	219	Algemene bespreking — <i>Sprekers</i> : mevrouw Danielle Caron , rapporteur, de heer Paul Galand , mevrouw Françoise Bertieaux , de heer Eric Tomas , Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen	219
Discussion des articles	221	Artikelsgewijze bespreking	221
QUESTIONS ORALES	222	MONDELINGE VRAGEN	222
— De M. Dominiek Lootens-Stael à MM. Jos Chabert et Didier Gosuin, membres du Collège réuni compétents pour la Politique de Santé, concernant « la création d'un service chargé de recueillir les plaintes en matière d'emploi des langues pour les services de santé bruxellois »	222	— Van de heer Dominiek Lootens-Stael aan de heren Jos Chabert en Didier Gosuin, leden van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, betreffende « de instelling van een meldpunt voor taalklachten voor de Brusselse gezondheidsdiensten »	222
— De M. Jos Van Assche à MM. Eric Tomas et Guy Vanhengel, membres du Collège réuni compétents pour la Politique d'Aide aux Personnes, concernant « les possibilités d'accueil pour les sans-abri et leur transfert vers les agences immobilières sociales et les sociétés de logement social »	224	— Van de heer Jos Van Assche aan de heren Eric Tomas en Guy Vanhengel, leden van het Verenigd College bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen, betreffende « de opvangmogelijkheden en de doorstroming naar de sociale verhuurkantoren en de sociale huisvestingsmaatschappijen van de thuislozen »	224
VOTES NOMINATIFS	225	NAAMSTEMMINGEN	225
— Vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de résolution relative à la promotion des droits des patients en Europe (n ^{os} B-51/1 et 2 — 2000/2001)	225	— Naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie betreffende de bevordering van de patiëntenrechten in Europa (nrs. B-51/1 en 2 — 2000/2001)	225
— Vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de résolution concernant l'inscription de la Région de Bruxelles-Capitale dans le réseau des Villes et Régions en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (n ^{os} B-56/1 et 2 — 2000/2001)	226	— Naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie houdende de inschrijving van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het net van de Gezonde Steden en Gewesten van de Wereldgezondheidsorganisatie (nrs. B-56/1 en 2 — 2000/2001)	226
— Vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 27 avril 1995 portant constitution de services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale à gestion séparée (n ^{os} B-55/1 et 2 — 2000/2001)	227	— Naamstemming over het geheel van het ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 27 april 1995 houdende oprichting van diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad met afzonderlijk beheer (nrs. B-55/1 en 2 — 2000/2001)	227

PRESIDENCE DE MME MAGDA DE GALAN, PRESIDENTE

VOORZITTERSCHAP VAN MEVROUW MAGDA DE GALAN, VOORZITTER

— *La séance plénière est ouverte à 17 h 05.*

De plenaire vergadering wordt geopend om 17.05 uur.

Mme la Présidente. — Je déclare ouverte la séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune du vendredi 13 juillet 2001.

Ik verklaar de plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van vrijdag 13 juli 2001 geopend.

PROPOSITION DE RESOLUTION (DE MMES FRANCOISE BERTIEAUX, FRANCOISE SCHEPMANS ET ISABELLE MOLENBERG) RELATIVE A LA PROMOTION DES DROITS DES PATIENTS EN EUROPE

Discussion générale

VOORSTEL VAN RESOLUTIE (VAN MEVR. FRANCOISE BERTIEAUX, MEVR. FRANCOISE SCHEPMANS EN MEVR. ISABELLE MOLENBERG) BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE PATIENTENRECHTEN IN EUROPA

Algemene bespreking

Mme la Présidente. — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale de la proposition de résolution.

Dames en Heren, aan de orde is de algemene bespreking van het voorstel van resolutie.

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est à Mme Béatrice Fraiteur, rapporteuse.

Mme Béatrice Fraiteur, rapporteuse. — Madame la Présidente, au nom de mon corapporteur, M. De Wolf, et en mon propre nom, je propose de me référer au rapport écrit, étant donné que les débats ont eu lieu dans une autre assemblée.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Françoise Bertieaux.

Mme Françoise Bertieaux. — Madame la Présidente, Messieurs les Membres du Collège réuni, chers Collègues, au moment

où, au fédéral, un avant-projet de loi commence son cheminement parlementaire afin qu'une disposition légale régit enfin les relations entre les patients et les dispensateurs de soins, nous avons déjà pu débattre de cette matière au sein de notre Assemblée, et dans le cadre plus restreint de nos compétences.

Si nous avons déposé cette proposition de résolution, c'est parce que nous sommes convaincus qu'alors que l'OMS a entamé les prémices de la réflexion, il y a plus de 15 ans, et qu'aujourd'hui nous sommes candidats à l'inscription de Bruxelles-Capitale dans le réseau des Villes et Régions en Santé de l'OMS, nous ne pouvons passer à côté de cette problématique.

L'objectif principal de notre proposition de résolution est d'inviter le Collège réuni à réaliser un rapport permettant d'évaluer les modalités de mise en application des droits du patient dans la Région. L'objectif n'est pas démesuré, il ne fait pas concurrence à l'important travail en cours au niveau fédéral comme certains esprits chagrins auraient voulu le laisser entendre.

Réalistes et modestes par rapport à nos compétences, nous avons rappelé d'emblée dans notre texte que le terme « patient » devrait s'entendre comme « tout usager du système de santé, tant en amont qu'en aval de celui-ci ».

Nous savons tous que des questions importantes peuvent être posées sur les droits des usagers de nos hôpitaux, sur l'accès aux soins et l'information des personnes dépendant de nos CPAS, des maisons de repos et des soins. On parle d'inégalités, de disparités. Nous souhaitons y voir plus clair grâce au rapport demandé au Collège réuni.

Sur la base de l'état des lieux de la santé des Bruxellois attendu de l'Observatoire de la santé et du rapport d'évaluation demandé au Collège réuni, je pense que nous pourrions prendre les dispositions qui s'imposent sans doute en matière de santé au sens large et ce, sur une base solide et vérifiée.

Si notre proposition de résolution s'attache essentiellement aux droits des patients et non à leurs devoirs, alors que nous savons qu'en toutes choses, droits et devoirs sont étroitement liés, c'est parce qu'il est difficile pour les usagers qui ne disposent pas de l'information, que la prévention n'atteint pas ou qui ne connaissent pas leur droit d'accès au système de santé, d'évoquer à ce stade leur devoir.

Je voudrais à cet égard évoquer une plaquette que le ministre Gosuin vient de diffuser au niveau de la Commission communautaire française intitulée « l'accès aux soins de santé, un droit pour tous ». Si cette plaquette décrit à raison de 90 %, les dispositions articulées par le fédéral, — mais dont la lisibilité n'est pas aisée — elle donne

les clefs d'accès, première étape de responsabilisation du citoyen en matière de droits et de devoirs.

Je voudrais enfin remercier les membres de la commission de la Santé qui, sur une matière qui nous concerne tous, ont voulu travailler dans un esprit de dialogue, débattre de façon ouverte et permettre à notre proposition de résolution amendée de recueillir un large consensus.

Les amendements ont introduit la notion de solidarité, de dimension multiculturelle et ont donné au Collège réuni un délai plus long — il nous remerciera sans doute puisque ce délai est vraisemblablement plus réaliste — pour le rapport demandé.

Je pense qu'ainsi, notre texte se trouve renforcé.

Je crois aussi qu'en votant aujourd'hui cette proposition de résolution, nous aurons clairement affirmé notre souci de ne pas être les derniers à prendre nos responsabilités en cette matière. *(Applaudissements sur les bancs de la majorité.)*

Mme la Présidente. — La parole est à M. Paul Galand.

M. Paul Galand. — Madame la Présidente, Mme Bertieaux a rappelé très justement que ce débat s'inscrivait dans le débat général sur le droit des patients. Il est positif que la Région et la Commission communautaire commune comme la COCOF se soient mises en avant dans ce débat. C'est tout à notre honneur.

Je voudrais insister auprès des membres du Collège, puisque cela s'inscrit dans les compétences de la Commission communautaire commune, pour qu'ils soient attentifs au respect du droit des patients dans les maisons de repos et de soins. C'est un des milieux où, vu leur situation de personne âgée et de malade, il faut être particulièrement vigilant en ce qui concerne leurs droits.

Nous avons évoqué en commission et lors du débat à la COCOF, les devoirs d'abord ceux des biens portants vis-à-vis des patients. Ces droits pour être effectifs ont besoin de l'appui des citoyens non malades.

C'est cette solidarité des citoyens non malades envers les citoyens malades que nous voulons souligner. Donc, mon groupe se réjouit que cette résolution soit adoptée tout à l'heure.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Béatrice Fraiteur.

Mme Béatrice Fraiteur. — Madame la Présidente, comme je l'ai dit en commission, cette matière relève d'abord et avant tout du fédéral.

Je rappelle que les autorités fédérales ont organisé une série d'auditions d'experts. Nous trouvons quelque peu léger que notre assemblée se limite à l'adoption d'une proposition de résolution visant à adopter la déclaration de l'OMS comme test de référence.

Notre groupe s'abstiendra donc sur ce texte-là.

Mme la Présidente. — La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des considérants et des tirets

Bespreking van de consideransen en van de streepjes

Mme la Présidente. — Nous passons à la discussion des considérants et des tirets de la proposition de résolution, sur la base du texte adopté par la commission.

Wij vatten de bespreking van de consideransen en van de streepjes van het voorstel van resolutie aan op basis van de door de commissie aangenomen tekst.

Pour l'application de la présente résolution, le terme patient s'entend, eu égard aux compétences de la Commission communautaire commune en matière de santé, comme tout usager du système de santé, aussi bien en amont qu'en aval de celui-ci.

Voor de toepassing van deze resolutie en gelet op de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake gezondheid, wordt onder het begrip patiënt, iedere gebruiker van het gezondheidssysteem, zowel vóór als na de zorgverlening, verstaan.

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune,

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Considérant qu'il importe de réaffirmer et d'assurer les droits du patient et sa dignité;

Overwegende dat de patiëntenrechten en de waardigheid van de patiënt opnieuw bevestigd en gevrijwaard moeten worden;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant qu'il importe d'encourager une participation active et solidaire des patients lors de l'utilisation des services du système de santé, de valoriser au mieux ses ressources et d'en atténuer les désagréments;

Overwegende dat men moet ijveren voor een actieve en solidaire participatie van de patiënten bij het gebruik van het gezondheidssysteem waarvan de mogelijkheden zo goed mogelijk benut moeten worden en de ongemakken verzacht moeten worden;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant qu'il importe de promouvoir et d'entretenir des relations bénéfiques entre les patients et le système de santé, et en particulier d'encourager les patients à devenir des acteurs de leur santé notamment en ce qui concerne le domaine de la prévention;

Overwegende dat een positieve verhouding tussen de patiënten en het gezondheidssysteem nagestreefd en onderhouden moet worden, en dat de patiënten er in het bijzonder toe aangemoedigd moeten worden om zelfstandig beslissingen met betrekking tot hun gezondheid te nemen, met name op het vlak van de preventie;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant qu'il importe de renforcer et de renouveler le dialogue au sein du système de santé avec ses usagers;

Overwegende dat binnen het gezondheidssysteem een nieuwe en ruimere dialoog met de patiënten aangegaan moet worden;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant qu'en région bilingue de Bruxelles-Capitale, l'accueil et les soins dans la langue du patient sont un élément important dans la qualité des soins de santé;

Overwegende dat in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad de taal van de patiënt bij het onthaal en de verzorging een belangrijk element is van de kwaliteit van de gezondheidszorg;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant que pour les Bruxellois d'origine étrangère, la médiation interculturelle dans les soins de santé peut contribuer à améliorer le confort du patient et la qualité des soins;

Overwegende dat voor Brusselaars van buitenlandse oorsprong ook de interculturele bemiddeling in de gezondheidszorg kan bijdragen tot het verhogen van het comfort van de patiënt en de kwaliteit van de zorgverlening;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant qu'il convient de promouvoir l'accueil et l'information offerts à tous les patients, particulièrement les plus vulnérables;

Overwegende dat alle patiënten, in het bijzonder de meest kwetsbaren, opgevangen en voorgelicht moeten worden;

— Adopté.

Aangenomen.

Souhaite l'application, en Région bruxelloise, dans le cadre de ses compétences, de la Charte relative à la promotion des droits des patients (adoptée par l'OMS);

Wenst dat het Handvest betreffende de bevordering van de patiëntenrechten (aangenomen door de WGO) in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest binnen zijn bevoegdheden toegepast wordt;

— Adopté.

Aangenomen.

— demande au Collège réuni de présenter dans les neuf mois un rapport reprenant les modalités de mise en application du droit des patients.

Vraagt het Verenigd College binnen negen maanden een verslag voor te leggen met de nadere regels voor de uitvoering van het patiëntenrecht.

— Adopté.

Aangenomen.

Mme la Présidente. — Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de résolution.

Wij zullen straks tot de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie overgaan.

PROPOSITION DE RESOLUTION (DE M. MARC COOLS, MME FATIHA SAIDI, M. RUDI VERVOORT, MME BRIGITTE GROUWELS, M. SVEN GATZ, MMES ADELHEID BYTTEBIER ET ISABELLE GELAS) CONCERNANT L'INSCRIPTION DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE DANS LE RESEAU DES VILLES ET REGIONS EN SANTE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

Discussion générale

VOORSTEL VAN RESOLUTIE (VAN DE HEER MARC COOLS, MEVR. FATIHA SAIDI, DE HEER RUDI VERVOORT, MEVR. BRIGITTE GROUWELS, DE HEER SVEN GATZ, MEVR. ADELHEID BYTTEBIER EN MEVR. ISABELLE GELAS) HOUDENDE DE INSCHRIJVING VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST IN HET NET VAN DE GEZONDE STEDEN EN GEWESTEN VAN DE WERELDGEZONDHEIDSORGANISATIE

Algemene bespreking

Mme la Présidente. — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale de la proposition de résolution.

Dames en Heren, aan de orde is de algemene bespreking van het voorstel van resolutie.

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est à M. Michel Moock, rapporteur.

M. Michel Moock. — Madame la Présidente, à l'instar de ce qu'a fait M. Doulkeridis et comme ce sujet a déjà été abordé dans une autre assemblée, je m'en réfère au rapport écrit.

Mme la Présidente. — La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des considérants et des tirets

Bespreking van de consideransen en van de streepjes

Mme la Présidente. — Nous passons à la discussion des considérants et des tirets de la proposition de résolution, sur la base du texte adopté par la commission.

Wij vatten de bespreking van de consideransen en van de streepjes van het voorstel van resolutie aan op basis van de door de commissie aangenomen tekst.

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune,

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

Considérant que l'inscription de la Région de Bruxelles-Capitale dans le réseau des Villes et Régions en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé a fait l'objet d'un accord politique et a été reprise dans les déclarations gouvernementales adoptées par les trois assemblées communautaires en juillet 1999;

Overwegende dat de inschrijving van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het net van de Gezonde Steden en Gewesten van de Wereldgezondheidsorganisatie het voorwerp heeft uitgemaakt van een politiek akkoord en werd opgenomen in de regeringsverklaringen die bij de aanvang van de huidige zittingsperiode in juli 1999 door de drie gemeenschapsassembles werden aangenomen;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant qu'en date du 27 avril 2000, les trois Collèges des Commissions communautaires et le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ont posé les bases des modalités de concrétisation de cette inscription;

Overwegende dat op 27 april 2000 de drie Colleges van de Gemeenschapscommissies en de Brusselse hoofdstedelijke regering de basis gelegd hebben voor de uitvoeringsregels voor deze inschrijving;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant qu'une demande officielle d'adhésion a été introduite auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé en date du 3 juillet 2000;

Overwegende dat een officiële aanvraag tot toetreding werd gericht aan de Wereldgezondheidsorganisatie op 3 juli 2000;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant que les décisions précitées prises en date du 27 avril 2000 ont été confirmées par les trois Collèges des Commissions communautaires et par le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 22 février 2001;

Overwegende dat de voornoemde beslissingen, genomen op 27 april 2000, bevestigd werden door de drie Colleges van de Gemeenschapscommissies en door de Brusselse hoofdstedelijke regering op 22 februari 2001;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant qu'en vue de l'inscription de la Région bruxelloise dans le réseau des Villes et Régions en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, l'ASBL « Bruxelles Ville-Région en Santé » a été créée avec l'approbation des trois Collèges communautaires et du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Overwegende dat met het oog op de inschrijving van het Brussels Gewest in het net van de Gezonde Steden en Gewesten van de Wereldgezondheidsorganisatie, de vzw « Brussel, gezond stadsgewest » werd opgericht, met de goedkeuring van de drie Gemeenschapscolleges en de Brusselse hoofdstedelijke regering;

— Adopté.

Aangenomen.

Considérant que pour pouvoir intégrer le réseau des Villes et Régions en Santé, les responsables de l'Organisation Mondiale de la Santé souhaitent une affirmation politique claire de toutes les instances politiques bruxelloises et qu'il convient dès lors que les quatre assemblées adoptent une résolution commune;

Overwegende dat om te kunnen toetreden tot het net van de Gezonde Steden en Gewesten, de Wereldgezondheidsorganisatie een duidelijke politieke bevestiging wenst van alle Brusselse politieke instanties en dat bijgevolg de vier assembles een gemeenschappelijke resolutie moeten aannemen;

— Adopté.

Aangenomen.

Manifeste son adhésion au programme Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, Phase III 1998-2002;

Betuigt zijn steun aan het programma Gezonde Steden van de Wereldgezondheidsorganisatie, Fase III 1998-2002;

— Adopté.

Aangenomen.

Soutient le Collège réuni de la Commission communautaire commune concernant la poursuite des procédures visant à l'inscription de la Région de Bruxelles-Capitale dans le réseau des Villes et Régions en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Steunt het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bij het voortzetten van de procedures ter inschrijving van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het net van de Gezonde Steden en Gewesten van de Wereldgezondheidsorganisatie.

— Adopté.

Aangenomen.

— Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de résolution.

Wij zullen straks tot de naamstemming over het geheel van het voorstel van resolutie overgaan.

PROJET D'ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE DU 27 AVRIL 1995 PORTANT CONSTITUTION DE SERVICES DU COLLEGE REUNI DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-CAPITALE A GESTION SEPARÉE

Discussion générale

ONTWERP VAN ORDONNANTIE TOT WIJZIGING VAN DE ORDONNANTIE VAN 27 APRIL 1995 HOUDENDE OP-RICHTING VAN DIENSTEN VAN HET VERENIGD COLLEGE VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD MET AFZONDERLIJK BEHEER

Algemene bespreking

Mme la Présidente. — Mesdames, Messieurs, l'ordre du jour appelle la discussion générale du projet d'ordonnance.

Dames en Heren, aan de orde is de algemene bespreking van het ontwerp van ordonnantie.

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

La parole est à Mme Danielle Caron, rapporteuse.

Mme Danielle Caron, rapporteuse. — Madame la Présidente, Messieurs les Membres du Collège réuni, chers Collègues, ce projet d'ordonnance du Collège relatif aux services à gestion séparée vise à actualiser l'ordonnance du 27 avril 1995 prise à la suite de la scission de la province du Brabant afin de donner un cadre juridique au Centre de guidance, l'Institut médico-pédagogique et l'internat de l'IPHOV, qui ont été transférés d'office à la Commission communautaire commune. Trois services à gestion séparée ont ainsi été constitués en 1995. Est également concerné par cette ordonnance l'Observatoire de la Santé.

Ce projet d'ordonnance propose trois modifications techniques à l'ordonnance de 1995 :

- 1) abroger les dispositions relatives à l'IPHOV dès son transfert à la CCC et à la VGC;
- 2) donner un nom au service de santé mentale;
- 3) élargir les missions de l'Observatoire de la Santé et modifier son nom.

La discussion en commission a essentiellement tourné autour de deux thèmes, à savoir le service de la santé mentale et l'Observatoire de la Santé.

Pour le service de la santé mentale, il a été souligné que son statut de service à gestion séparée peut se justifier par le statut international de Bruxelles et par des missions particulières, comme celle relative aux demandeurs d'asile.

Quant à l'Observatoire de la Santé, il a fait l'objet de plusieurs remarques.

Il a tout d'abord été regretté que l'étude sur les « sans domicile fixe » n'ait pas été réalisée par l'Observatoire, alors que c'est de son ressort. C'est pourquoi a été émise la proposition que l'Observatoire soit chargé d'écrire le rapport final concernant l'état de la pauvreté.

Il a ensuite été question du rôle de l'Observatoire dans les domaines de la *santé* et du *social*. Un reproche a été que l'Observatoire consacre plus de temps à l'aspect social qu'à l'aspect santé qui est pourtant sa mission première. L'équilibre de la santé et du social dans la mission de l'Observatoire a été répété. Après de nombreuses discussions, la commission s'est rassemblée sur le principe que le recours aux termes « socio-sanitaire » et « socio-économique » a pleinement son sens, eu égard aux missions de l'Observatoire.

Il a encore été question des rôles de l'Observatoire. Il a ainsi été précisé que l'Observatoire fait du social et non de l'aide sociale. De même, il a été insisté sur le fait que l'Observatoire doit poursuivre des « politiques de prévention et de promotion de la santé ». Une précision a été apportée, à savoir que la promotion comprend l'éducation de la santé.

Il a enfin été question du nouveau nom. Cela a généré une longue discussion qui a débouché sur les choix de « l'Observatoire de la Santé et du Social », en français, et de « *Gezondheid en Welzijn* » en néerlandais.

En conclusion, j'ai la satisfaction, en tant que rapporteuse, de préciser que ce projet a été adopté à l'unanimité par les membres des commissions réunies de la Santé et des Affaires sociales.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Paul Galand.

M. Paul Galand. — Madame la Présidente, Messieurs les Membres du Collège réuni, chers Collègues, mon groupe approuve les adaptations et nouveautés apportées par cette ordonnance.

Je vais rapidement aborder deux des services concernés par cette ordonnance.

Le service de santé mentale, héritage de la province de Brabant. Qu'un service reste, même transformé en service à gestion séparée, au sein de l'administration de la CCC, est une exception. Ce n'est pas un statut habituel pour un service de santé. Donc, il faut pouvoir justifier l'exception par une nécessité qui ne serait pas rencontrée autrement. J'ai donc mis en avant la nécessité, d'une part, d'un service de santé mentale particulièrement ouvert à la dimension internationale et pluriculturelle de la Ville-Région et d'autre part, d'un service particulièrement accessible à tout habitant ou résident, même sans ressources financières, comme les demandeurs d'asile ou d'autres personnes marginalisées.

Cela demande évidemment des moyens spécifiques complémentaires qui justifient le soutien des pouvoirs publics. Donc, nous devons encore, au fil du temps, évaluer si telle est bien la place du service santé mentale et si cette exception est ainsi rencontrée.

Concernant l'Observatoire de la Santé, qui devient l'Observatoire de la Santé et du Social, cette dénomination correspondra mieux à la réalité. Elle souligne la reconnaissance de l'importance des facteurs socio-économiques parmi les déterminants de la santé. Mais, si on reconnaît cela, il faut aussi que les moyens nécessaires soient attribués à l'Observatoire. Au lieu de disperser ou de maintenir la dispersion des moyens, il vaudrait mieux envisager de rassembler au sein de l'Observatoire ce qui concerne ses missions, par exemple la concertation « toxicomanie » ou la cellule « Bruxelles-ville en santé ».

Enfin, malgré le travail remarquable déjà accompli par l'équipe de l'Observatoire, ce manque de moyens a pour résultat que les membres des commissions Santé et Affaires sociales n'ont toujours pas reçu de fiches thématiques d'aide à la décision politique. Et nous sommes « en demande » avant les décisions budgétaires. En effet, une des missions essentielles de l'Observatoire est de mettre à disposition des élus et des décideurs politiques des données sur les besoins de santé publique et de développement social de la population. Il faut pouvoir étayer les arbitrages politiques à partir de données sérieuses contextualisées, comparées, et présentées dans un but d'aide à la décision politique.

Voilà ce qu'on peut attendre au XXI^{ème} siècle : que les arbitrages se fassent moins par des pondérations d'influences politiques et soient davantage basées sur une connaissance des données objectives concernant les situations de santé publique et de développement social.

Quant au déroulement des débats en commission, nous avons eu une discussion très ouverte. Plusieurs collègues ont fait preuve d'une indépendance d'esprit rafraîchissante et nous avons pu démontrer que sur une problématique de biens communs — ici l'amélioration d'un outil indispensable — on pouvait à Bruxelles, en ce début de siècle, sortir de clivages systématiques pour chercher ensemble des formulations ajustées aux buts de santé publique et de développement social poursuivis.

Mme la Présidente. — La parole est à Mme Françoise Bertieaux.

Mme Françoise Bertieaux. — Madame la Présidente, Messieurs les Membres du Collège réuni, chers Collègues, je souhaiterais simplement aborder le volet du présent projet d'ordonnance qui concerne la modification et l'élargissement des missions de l'Observatoire de la Santé.

J'ai eu l'occasion de répéter en commission le dilemme que cela me posait : la mission de l'Observatoire en matière de santé est originale et propre à notre Région. Elle est aussi primordiale comme outil de connaissance, d'approche et de statistiques pour disposer de l'état des lieux de la santé des habitants de Bruxelles. Cet état des lieux, promis pour le mois de mars, nous ne l'avons pas encore et même s'il devait nous parvenir « incessamment sous peu », son arrivée n'a que trop tardé pour que nous puissions nous faire une

idée des carences, des besoins, des atouts de notre région urbaine par rapport à la santé de ses habitants.

Et si nous ne l'avons pas, cet état des lieux, c'est parce que l'Observatoire n'a pas suffisamment de personnel, de moyens pour faire face à tout ce qui lui est demandé. L'Observatoire est débordé ! Il y a déjà le rapport sur la pauvreté. Le projet d'ordonnance dont nous débattons consacre ce travail et cette mission qui n'est pas nouvelle dans les faits. Je ne puis évidemment que souscrire à la volonté de consacrer dans le texte ce qui est déjà mission de fait dans la pratique.

Bien entendu, je souhaite qu'on puisse aussi disposer dans notre région d'un observatoire du social, de l'évolution sociale, du social dans ses relations avec l'économie, l'environnement, l'habitat, etc. Les phénomènes et les évolutions ne s'expliquent que par les relations qu'on établit entre eux et il est important que cela puisse se faire.

En commission, Monsieur le Ministre, vous nous avez assurés que la volonté du Collège n'était en aucun cas de brader ou de brider la mission de santé de l'Observatoire.

Je vous ai répondu que pour ma part, je souhaitais que cette volonté soit traduite dans le texte.

Je pense que les amendements adoptés par la commission y auront contribué et je puis vous assurer que je resterai vigilante pour qu'il en soit ainsi.

Au cours de nos débats en commission sont aussi souvent revenus cette idée de relation entre le social et la santé, les liens entre pauvreté et santé, la santé des plus démunis ...

Je ne conteste aucunement la nécessité de mêler et d'imbriquer les deux approches, surtout pour avoir une base de réflexion sur les solutions d'amélioration ou de remédiation. Mais, en termes de santé, il y a deux fléaux qui frappent indistinctement des considérations sociales ... que ce soit par tranches d'âge, par sexe, arbitrairement ou pour des causes aujourd'hui inexplicables. Je pense à la recrudescence des méningites chez les adolescents, au cancer du sein, aux assuétudes, aux épidémies qui déciment à l'échelle planétaire, ou à certaines affections hier inconnues qui apparaissent aujourd'hui.

Avoir dans notre région un Observatoire de la Santé doit nous permettre, avec ou sans lien direct avec le social, de collecter, traiter et diffuser les informations utiles ... ou nécessaires, si je m'en réfère à nos débats et aux nuances subtiles introduites en la matière.

Aujourd'hui, nous allons donc voter un texte qui élargit le potentiel et les missions d'un outil. C'est parfait dans la mesure où un observatoire du social était nécessaire et qu'à aucun moment, je ne l'ai contesté.

Mais j'insiste encore, Monsieur le Ministre, pour que vous-même et vos collègues responsables en matière de santé, veilliez à ce que l'écrasement de la charge — et je n'ai pas peur de ces termes car la mission dévolue par le présent projet d'ordonnance est énorme — n'occulte ou ne réduise pas les missions de santé de l'Observatoire.

Si Bruxelles devient une ville en santé de l'OMS, si notre Assemblée, dans la limite de ses compétences, se penche sur la problématique

du personnel infirmer, si par heurts, bonheurs et malheurs, le réseau des hôpitaux Iris symbolisent le rôle et l'idéal des hôpitaux publics, préservons l'outil original, novateur et précieux qu'est l'Observatoire de la Santé ... et veillons à ce que l'élargissement de ses missions au secteur social puisse se dérouler dans les meilleures conditions sans altérer sa mission première.

Je vous remercie.

Mme la Présidente. — La parole est à M. Eric Tomas, Président du Collège.

M. Eric Tomas, Président du Collège réuni. — Madame la Présidente, Madame Bertieaux, je ne doute pas que mes collègues chargés de la santé veilleront à ce que l'Observatoire remplisse toutes ses missions en matière de santé. De même, je veillerai avec mon excellent collègue à ce que toutes les missions relatives au social le soient également.

En ce qui concerne le manque de personnel ou le manque de moyens au niveau de l'Observatoire, nous ferons l'analyse au sein du Collège des demandes qui seraient introduites et nous verrons, en fonction des moyens budgétaires à notre disposition, quelle est la meilleure façon de les rencontrer.

Mme la Présidente. — La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Artikelsgewijze bespreking

Mme la Présidente. — Nous passons à la discussion des articles du projet d'ordonnance sur la base du texte adopté par la commission.

Wij vatten de artikelsgewijze bespreking van het ontwerp van ordonnantie aan op basis van de door de commissie aangenomen tekst.

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 135 de la Constitution.

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 135 van de Grondwet.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 2. A l'article 2, de l'ordonnance du 27 avril 1995 portant constitution de services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale à gestion séparée, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° est remplacé par la disposition suivante : « 1° le Service de santé mentale de la Commission communautaire commune, dénommé « Rivage — den Zaet »; »;

2° le 2° est abrogé;

3° le 3° est remplacé par la disposition suivante : « 2° l'Observatoire de la santé et du social ».

Art. 2. In artikel 2 van de ordonnantie van 27 april 1995 houdende oprichting van diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad met afzonderlijk beheer, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 1° wordt vervangen als volgt : « 1° de Dienst voor geestelijke gezondheidszorg van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, genoemd « Rivage — den Zaet »; »;

2° het 2° wordt opgeheven;

3° het 3° wordt vervangen als volgt : « 2° het Observatorium voor Gezondheid en Welzijn ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. L'article 3 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. — Le service visé à l'article 2, 1° exerce les missions définies par le Titre 2, Chapitre I^{er} de l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale. »

Art. 3. Artikel 3 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. — De in artikel 2, 1° bedoelde dienst oefent de opdrachten uit bepaald in Titel 2, Hoofdstuk I van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 4. L'article 4 de l'ordonnance précitée est abrogé.

Art. 4. Het artikel 4 van voornoemde ordonnantie wordt opgeheven.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 5. L'article 5 de la même ordonnance est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. — Le service visé à l'article 2, 2°, a pour mission de collecter, traiter et diffuser les informations nécessaires à l'élaboration d'une politique coordonnée de la santé autant que du social sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette mission comporte notamment les aspects suivants :

- 1° mettre en évidence les caractéristiques socio-sanitaires et socio-économiques du territoire précité;
- 2° rassembler, traiter et diffuser les informations utiles;
- 3° dresser des bilans des données existantes et des enquêtes spécifiques déjà réalisées en collaboration avec les centres de documentation;
- 4° aider à l'évaluation des politiques de prévention et de promotion de la santé;
- 5° réaliser des études thématiques permettant d'évaluer et d'orienter les actions menées dans un secteur déterminé de la santé ou du social;
- 6° formuler, à la demande du Collège réuni ou d'initiative, tout avis ou toute proposition sur toutes questions en rapport avec la problématique socio-sanitaire et socio-économique;
- 7° promouvoir la coordination des actions menées par les différentes instances de santé ou du secteur social et les acteurs de terrain en Région de Bruxelles-Capitale;
- 8° établir le rapport annuel sur la pauvreté prévu à l'article 8 de l'ordonnance du 8 juin 2000 relative à l'élaboration d'un rapport sur l'état de la pauvreté dans la Région de Bruxelles-Capitale;
- 9° la collaboration structurelle avec le « Service de Lutte contre la Pauvreté, la Précarité et l'Exclusion sociale » comme prévu à l'article 6, § 2 de l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les communautés et les régions relatif à la continuité de la politique en matière de pauvreté, signé à Bruxelles le 5 mai 1998. ».

Art. 5. Artikel 5 van dezelfde ordonnantie wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. — De in artikel 2, 2°, bedoelde dienst heeft als opdracht de noodzakelijke informatie voor de uitwerking van een gecoördineerd beleid zowel inzake gezondheid als inzake welzijn op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verzamelen, te verwerken en te verspreiden.

Deze opdracht omvat inzonderheid de volgende aspecten :

- 1° de sociaal-sanitaire en sociaal-economische karakteristieken van voornoemd grondgebied in het licht stellen;
- 2° de nuttige informatie verzamelen, verwerken en verspreiden;
- 3° een balans opmaken van de bestaande gegevens en de specifieke enquêtes die reeds in samenwerking met de documentatiediensten werden verwezenlijkt;
- 4° bijdragen tot de evaluatie van het beleid inzake preventie en inzake gezondheidsopvoeding;

- 5° thematische studies verwezenlijken teneinde de acties gevoerd in een welbepaalde gezondheids- of welzijnssector te kunnen evalueren en oriënteren;
- 6° op verzoek van het Verenigd College of op eigen initiatief, elk advies of elk voorstel formuleren over al de aangelegenheden die op de sociaal-sanitaire en sociaal-economische problematiek betrekking hebben;
- 7° de coördinatie bevorderen van de in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door de verschillende gezondheids- of welzijnsinstanties en actoren op het terrein gevoerde acties;
- 8° het opmaken van het jaarlijks verslag over de armoede zoals bedoeld in artikel 8 van de ordonnantie van 8 juni 2000 betreffende het opstellen van een jaarverslag over de armoede in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 9° de structurele samenwerking met het « Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting » zoals voorzien in artikel 6, § 2 van het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten betreffende de bestending van het armoedebeleid, ondertekend te Brussel op 5 mei 1998. ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 4 qui produit ses effets le 1^{er} septembre 2000.

Art. 6. Deze ordonnantie treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 4 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 2000.

— Adopté.

Aangenomen.

Nous procéderons tout à l'heure au vote nominatif sur l'ensemble du projet d'ordonnance.

Wij zullen straks stemmen over het geheel van het ontwerp van ordonnantie.

QUESTIONS ORALES — MONDELINGE VRAGEN

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle les questions orales.

Aan de orde zijn de mondelinge vragen.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER DOMINIEK LOOTENS-STAEL AAN DE HEREN JOS CHABERT EN

DIDIER GOSUIN, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE BEVOEGD VOOR HET GEZONDHEIDSBELEID, BETREFFENDE « DE INSTELLING VAN EEN MELDPUNT VOOR TAALKLACHTEN VOOR DE BRUSSELSE GEZONDHEIDSDIENSTEN »

**QUESTION ORALE DE M. DOMINIEK LOOTENS-STAELE
MM. JOS CHABERT ET DIDIER GOSUIN, MEMBRES
DU COLLEGE REUNI COMPETENTS POUR LA
POLITIQUE DE SANTE, CONCERNANT « LA CREATION
D'UN SERVICE CHARGE DE RECUEILLIR LES PLAINTES
EN MATIERE D'EMPLOI DES LANGUES POUR LES
SERVICES DE SANTE BRUXELLOIS »**

De Voorzitter. — De heer Dominiek Lootens-Stael heeft het woord voor het stellen van zijn vraag.

De heer Dominiek Lootens-Stael. — Mevrouw de voorzitter, Heren Leden van het College, Collega's, begin vorige maand besliste de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid om een meldpunt op te richten dat de taalklachten over de Brusselse gezondheidsdiensten moet registreren. Dit initiatief komt er uiteraard niet voor niets. Het is bekend dat in de meeste Brusselse ziekenhuizen, en niet het minst in de OCMW-ziekenhuizen, er een manifest misprijzen voor de Nederlandstaligen bestaat. Bij de aanwerving van personeel wordt niet de minste taalvereiste opgelegd, en ook nadien wordt taalkennis niet gestimuleerd. Klachten van patiënten hierover worden systematisch verticaal geklasseerd.

Het aangekondigde meldpunt moet nu nagaan hoe groot het probleem wel is. Dit is echter een dubbele maat voor niets. Enerzijds is al lang geweten hoe groot de problemen zijn. Ongeveer één jaar geleden werden de resultaten bekendgemaakt van een diepgaand onderzoek naar de « Kwaliteit van de communicatie in contacten van patiënten en van de huisartsen met de Brusselse verzorgingsinstellingen ». Bij de spoedgevallendienst bleek 57 % tot 62,5 % van de Nederlandstalige patiënten ontevreden te zijn over het gebrek aan kennis van het Nederlands van zowel de telefonisten als de urgentiediensten ter plaatse.

*(Mme Marion Lemesre, Vice-Présidente,
remplace Mme Magda De Galan, Présidente,
au fauteuil présidentiel.)*

*(Mevrouw Marion Lemesre,
Ondervoorzitter, vervangt mevrouw Magda De Galan,
in de voorzitterszetel.)*

Anderzijds, bestaat er de terechte vrees dat de meeste patiënten het bestaan van een dergelijk meldpunt niet zullen vermoeden, zodat slechts een zeer klein deel van de werkelijke taalklachten bij het meldpunt terecht komen. Of misschien is het meldpunt wel net bedoeld om aan te tonen dat het in Brussel en in de Brusselse ziekenhuizen toch allemaal nog niet zo erg gesteld is voor de Vlamingen ?

Kortom, als resultaat van een jaar lang onderhandelen is de installatie van een meldpunt dan ook maar een zeer mager, pover beestje. De kans blijft zeer reëel dat het probleem in de toekomst nog steeds zal worden onderschat, omdat de beleids mensen zich zullen richten op de gegevens van het onbekende meldpunt, en niet op die van de

bovenvermelde studie. Bovendien is het ook allesbehalve duidelijk welke gevolgen er aan de klachten zullen worden gegeven. Concrete sancties worden niet in het vooruitzicht gesteld, zodat weer maar eens het ergste te vrezen valt.

Ik had van het geachte collegelid dan ook graag een antwoord gekregen op de volgende vragen.

Ten eerste, was het collegelid aanwezig op de besprekingen van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid ? Indien ja, welk was zijn standpunt inzake het meldpunt ? Indien neen, is het collegelid alsnog zinnens aanbevelingen aan de Conferentie te formuleren, en zo ja welke ?

Ten tweede, welke initiatieven zal het College ontwikkelen om het meldpunt een ruime bekendheid te geven ?

Ten derde, wie zal met de praktische organisatie van het meldpunt worden gelast ?

Ten vierde, welke concrete gevolgen zullen er worden gegeven aan de taalklachten die binnenlopen bij het meldpunt ?

Ten vijfde, welke concrete sancties zullen worden genomen tegen de instellingen die de taalwetgeving blijven overtreden ?

De Voorzitter. — De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College, heeft het woord.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Mevrouw de Voorzitter, Dames en Heren, in de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid werd sinds januari 201 een werkgroep « Taalproblematiek » opgestart. Aan die interkabinettenwerkgroep werd een vertegenwoordiger toegevoegd van de Vlaamse minister bevoegd voor Brusselse Aangelegenheden, de minister bevoegd voor het toezicht op de openbare ziekenhuizen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de staatssecretaris bevoegd voor de Dringende Medische Hulpverlening van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In antwoord op de gestelde vragen — voorzover een antwoord reeds mogelijk is vandaag — deel ik het volgende mee. De Interministeriële Conferentie Volksgezondheid is samengesteld uit de ministers, bevoegd voor het gezondheidsbeleid in ons land. De leden van het Verenigd College, waaronder ikzelf, gezamenlijk bevoegd voor het gezondheidsbeleid met minister Gosuin wat de bicommunautaire instellingen van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad betreft, maken er deel van uit.

Vanuit de gedeelde bevoegdheid nemen wij namens ons beiden standpunten in. De heer Gosuin was op de jongste vergadering van deze Interministeriële Conferentie aanwezig en hij heeft het standpunt bekendgemaakt waarover wij het voordien eens waren geworden. Tijdens deze laatste vergadering is het meldpunt inzake taalproblemen inderdaad ter sprake gekomen. Wij hebben als bevoegde ministers het standpunt verkondigd dat net als alle andere klachten, ook de taalklachten zullen worden behandeld. Tot op heden heeft de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie voor de bicommunautaire ziekenhuizen als meldpunt gefungeerd. Taalklachten over de monocommunautaire ziekenhuizen vallen onder de bevoegdheid

van de gemeenschapsministers van Gezondheid die voor deze instellingen bevoegd zijn.

Op de jongste Interministeriële Conferentie werd tevens besluit de verdere concretisering van het meldpunt aan een werkgroep toe te vertrouwen. Ik kan dan ook geen antwoord geven op de verdere vragen van het raadslid.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Dominiek Lootens-Stael.

(Mme Magda De Galan, Présidente, reprend place au fauteuil présidentiel.)

(Mevrouw Magda De Galan, Voorzitter, treedt opnieuw als voorzitter op.)

De heer Dominiek Lootens-Stael. — Mevrouw de Voorzitter, blijkbaar wil het Verenigd College geen vooruitgang boeken en blijft het bij zijn standpunt dat de klachten net als in het verleden zullen worden behandeld. Verder onthoud ik dat de concretisering van het meldpunt, dat voor mij zeker geen stap vooruit is, aan een werkgroep wordt toevertrouwd. Blijkbaar wordt het probleem uitgesteld tot Sint-Juttemis. Ik hoopte dat het collegelid mij een actieplan voor de aanpak van de taalproblemen in Brusselse ziekenhuizen en een concrete timing kon meedelen. Alles blijft blijkbaar bij het oude.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College.

De heer Jos Chabert, lid van het Verenigd College bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. — Mevrouw de Voorzitter, zodra de werkgroep zijn opdracht heeft afgerond, ben ik bereid een antwoord te geven.

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

MONDELINGE VRAAG VAN DE HEER JOS VAN ASSCHE AAN DE HEREN ERIC TOMAS EN GUY VANHENGEL, LEDEN VAN HET VERENIGD COLLEGE BEVOEGD VOOR HET BELEID INZAKE BIJSTAND AAN PERSONEN, BETREFFENDE « DE OPVANGMOGELIJKHEDEN EN DE DOORSTROMING NAAR DE SOCIALE VERHUURKANTOREN EN DE SOCIALE HUISVESTINGSMAATSCHAPPIJEN VAN DE THUISLOZEN »

QUESTION ORALE DE M. JOS VAN ASSCHE A MM. ERIC TOMAS ET GUY VANHENGEL, MEMBRES DU COLLEGE REUNI COMPETENTS POUR LA POLITIQUE D'AIDE AUX PERSONNES, CONCERNANT « LES POSSIBILITES D'ACCUEIL POUR LES SANS-ABRI ET LEUR TRANSFERT VERS LES AGENCES IMMOBILIERES SOCIALES ET LES SOCIETES DE LOGEMENT SOCIAL »

De Voorzitter. — De heer Jos Van Assche heeft het woord voor het stellen van zijn vraag.

De heer Jos Van Assche. — Mevrouw de Voorzitter, bij de personen die worden opgevangen in de thuislozenzorg gaat het al lang niet meer over het stereotype beeld van in de jaren zestig en zeventig van de mannelijke dakloze van rond de veertig met een zwaar drankprobleem.

De jongste jaren is de thuislozengroep aanzienlijk verjongd en vervrouwelijkt. Er zijn *grosso modo* twee redenen waarom steeds jongere mensen dakloos worden. Vroeger was er in hoofdzaak de verslaving aan alcohol, nu zijn daar speed, heroïne, cocaïne en kalmeermiddelen bijgekomen. Die zijn duurder en vaak vernietigender waardoor jongeren veel vroeger financieel totaal aan de grond komen te zitten. Door hun verstoorde gedrag kunnen ze ook niet meer sociaal meedraaien in onze maatschappij. Vaak gaat het hierbij om jongeren uit sociaal zwakkere en armere milieus, maar niet altijd. Ook de verlaging van de meerderjarigheidsgrens van 21 naar 18 jaar heeft voor een grotere en vroegere toestroom van jongeren uit de jeugdinstellingen gezorgd. Die jongeren trachten vaak vanaf hun achttiende alleen te gaan wonen. Maar als dit niet lukt, komen ze aankloppen bij de instellingen voor thuislozenzorg.

De vluchthuizen en vrouwenopvangcentra vangen ook jaarlijks duizenden moeders en hun kinderen op. Andere thuislozen die in de opvangcentra terecht komen zijn mensen die na een verblijf in de gevangenis of in de psychiatrie geen woonst meer hebben.

Momenteel is « volzet » bijna een routine-antwoord geworden voor wie wil opgenomen worden. In geval van vrouwenmishandeling leidt dat vaak tot schrijnende toestanden. De gewelddadige aanpak van de partner kan blijven voortduren omdat er geen directe opvangmogelijkheden bestaan.

Zonder twijfel zitten in de opvangcentra heel wat thuislozen bij wie het vooruitzicht op zelfstandig wonen niet snel te realiseren valt. Het betreft meestal thuislozen met psychiatrische problemen of minderbegaafden die zich zonder degelijke begeleiding niet zelfstandig kunnen handhaven in onze steeds meer complexe en veeleisende samenleving.

Dat soort mensen zou best terecht komen in het begeleid wonen. Zelfstandig wonen in een huis of flat onder de begeleiding van een welzijnsorganisatie is voor hen het ideaal.

Welzijnswerk en sociale huisvesting zouden trouwens samen veel meer kunnen bereiken als wordt samengewerkt vanuit ieders eigen kerntaken. Dit geldt zeker voor de thuislozenproblematiek die zich situeert op het raakvlak van welzijn en huisvesting.

Ik had van het collegelid graag een antwoord gekregen op volgende vragen :

1. Kan de toenemende groep van thuislozen nog behoorlijk worden opgevangen door de Brusselse opvangcentra ?
2. Voldoet het huidige aanbod inzake begeleid wonen voor thuislozen aan de behoeften ?
3. Is er enig zicht op de doorstroming van thuislozen naar de sociale verhuurkantoren en de sociale huisvesting ?

4. Hoe staat het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met de samenwerking tussen de welzijnsorganisaties en de actoren op het vlak van de huisvesting, als die samenwerking tenminste bestaat? Is die samenwerking al dan niet geïnstitutionaliseerd?
5. Oefent het collegelid enige druk uit op de sociale huisvestingsmaatschappijen om effectief samen te werken met welzijnsorganisaties? Maken welzijnsorganisaties in Brussel overal deel uit van de sociale verhuurkantoren?

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College.

De heer Guy Vanhengel, lid van het Verenigd College, bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen. — Mevrouw de voorzitter, eind 1990 heeft het Verenigd College de G(E)ERME — Groupe d'Etudes sur l'Ethnicité, le Racisme, les Migrations et les Exclusions — de opdracht gegeven een onderzoek uit te voeren naar de organisatie van de thuislozenzorg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het eindrapport werd begin dit jaar afgegeven en grondig besproken in het overlegcomité inzake het beleid voor de integratie van de daklozen.

Enige tijd geleden organiseerde de commissie Sociale Zaken een hoorzitting over de resultaten van dit onderzoek. Zoals verwacht bleek uit dit onderzoek dat de huisvesting een cruciaal element is in de preventie, de opvang en de integratie. Een van de 25 voorstellen die tijdens de hoorzitting werden geformuleerd, heeft betrekking op de ontwikkeling van een woonbeleid met specifieke aandacht voor de thuislozen.

Ik zal een genuanceerd antwoord geven op de concrete vragen.

Hoewel we ervan uitgaan dat het huidige aantal plaatsen in intramurale voorzieningen volstaat, zijn wij er ons van bewust dat dit niet altijd het geval is voor specifieke doelgroepen zoals jongeren en vrouwen met of zonder kinderlast.

Tegelijkertijd vinden we dat de traditionele aanpak van deze problemen moet worden verruimd omdat onthaalhuizen niet het enige mogelijke antwoord zijn. Ook begeleid wonen biedt perspectieven. Het huidige aanbod voldoet echter helemaal niet aan de bestaande behoeften. Daarom hebben we de middelen voor het begeleid wonen reeds in de begroting 2001 verhoogd. We zijn van plan dit ook de volgende jaren te doen, voorzover het budget het toelaat.

De drie volgende vragen hebben betrekking op de samenwerking tussen de thuislozenzorg en de sector van de sociale huisvesting. Ik raad de heer Van Assche aan deze vragen tot de heer Hutchinson te richten. Het is zeker onze bedoeling meer aandacht te besteden aan de rol van de huisvesting in de preventie en de integratie.

Daarom zullen wij te gepasten tijde overleggen met de minister bevoegd voor huisvesting opdat ook op dat vlak een coherent beleid wordt gevoerd.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jos Van Assche.

De heer Jos Van Assche. — Mevrouw de Voorzitter, ik dank het collegelid voor zijn antwoord. Ik zal zijn raad opvolgen en de

heer Hutchinson in de loop van de volgende maanden over deze problematiek ondervragen.

De Voorzitter. — Het incident is gesloten.

VOTES NOMINATIFS — NAAMSTEMMINGEN

Mme la Présidente. — L'ordre du jour appelle les votes nominatifs sur les projets dont l'examen est terminé.

Aan de orde zijn de naamstemmingen over de afgehandelde ontwerpen.

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE A LA PROMOTION DES DROITS DES PATIENTS EN EUROPE

Vote nominatif sur l'ensemble

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE PATIENTENRECHTEN IN EUROPA

Naamstemming over het geheel

Mme la Présidente. — Nous passons au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de résolution.

Wij stemmen over het geheel van het voorstel van resolutie.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Résultat du vote :

69 membres sont présents.

53 répondent oui dans le groupe linguistique français.

7 répondent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

5 s'abstiennent dans le groupe linguistique français.

4 s'abstiennent dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming :

69 leden zijn aanwezig.

53 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

7 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

5 onthouden zich in de Franse taalgroep.

4 onthouden zich in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, la proposition de résolution est adoptée.

Bijgevolg is het voorstel van resolutie aangenomen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep :

MM. Adriaens, André, Azzouzi, Boelpaep, Mmes Bouarfa, Braeckman, Caron, Carthé, MM. Clerfayt, Cools, Cornelissen, Mme De Galan, MM. Daems, Daïf, Mme De Groote, MM. De Wolf, Decourty, Mme Derbaki Sbai, MM. Doukeridis, Draps, Mme Dupuis, M. Galand, Mme Gelas, MM. Gosuin, Hutchinson, Mme Huytebroeck, MM. Ide, Lahssaini, Mme Lemesre, MM. Mahieu, Michel, Mme Molenberg, M. Moock, Mme Mouzon, M. Ouezekhti, Mme Payfa, MM. Pesztat, Riguelle, Roelants du Vivier, Romdhani, Mmes Saïdi, Schepmans, M. Smits, Mme Theunissen, MM. Tomas, Van Roye, Vervoort, Mme Wynants, MM. Zenner, de Clippele, de Lobkowicz, de Patoul et van Eyll.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais :

M. Béghin, Mme Byttebier, MM. Chabert, Gatz, Grijp, Mme Grouwels et M. Vanhengel.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep :

M. Cerexhe, Mme Fraiteur, MM. Grimberghs, Hance et Lemaire.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais :

MM. Arckens, Demol, Lootens-Stael et Van Assche.

**PROPOSITION DE RESOLUTION CONCERNANT
L'INSCRIPTION DE LA REGION DE BRUXELLES-
CAPITALE DANS LE RESEAU DES VILLES ET REGIONS
EN SANTE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA
SANTE**

Vote nominatif sur l'ensemble

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE HOUDENDE DE INSCRIJ-
VING VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GE-
WEST IN HET NET VAN DE GEZONDE STEDEN EN GE-
WESTEN VAN DE WERELDGEZONDHEIDSORGANISA-
TIE**

Naamstemming over het geheel

Mme la Présidente. — Nous passons au vote nominatif sur l'ensemble de la proposition de résolution.

Wij stemmen over het geheel van het voorstel van resolutie.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Résultat du vote :

68 membres sont présents.

56 répondent oui dans le groupe linguistique français.

7 répondent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

1 s'abstient dans le groupe linguistique français.

4 s'abstiennent dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming :

68 leden zijn aanwezig.

56 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

7 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

1 onthoud zich in de Franse taalgroep.

4 onthouden zich in de Nederlandse taalgroep.

En conséquence, la proposition de résolution est adoptée.

Bijgevolg is het voorstel van resolutie aangenomen.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep :

MM. Adriaens, André, Azzouzi, Boelpaep, Mmes Bouarfa, Braeckman, Caron, Carthé, MM. Cerexhe, Clerfayt, Cools, Cornelissen, Mme De Galan, MM. Daems, Daïf, Mme De Groote, MM. De Wolf, Decourty, Mme Derbaki Sbai, M. Doukeridis, Mmes Dupuis, Fraiteur, M. Galand, Mme Gelas, MM. Gosuin, Grimberghs, Hutchinson, Mme Huytebroeck, MM. Ide, Lahssaini, Lemaire, Mme Lemesre, MM. Mahieu, Michel, Mme Molenberg, M. Moock, Mme Mouzon, M. Ouezekhti, Mme Payfa, MM. Pesztat, Riguelle, Roelants du Vivier, Romdhani, Mmes Saïdi, Schepmans, M. Smits, Mme Theunissen, MM. Tomas, Van Roye, Vervoort, Mme Wynants, MM. Zenner, de Clippele, de Lobkowicz, de Patoul et van Eyll.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais :

M. Béghin, Mme Byttebier, MM. Chabert, Gatz, Grijp, Mme Grouwels et M. Vanhengel.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep :

M. Hance.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais :

MM. Arckens, Demol, Lootens-Stael et Van Assche.

**PROJET D'ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE
DU 27 AVRIL 1995 PORTANT CONSTITUTION DE SER-
VICES DU COLLEGE REUNI DE LA COMMISSION
COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE BRUXELLES-
CAPITALE A GESTION SEPARÉE**

Vote nominatif sur l'ensemble

**ONTWERP VAN ORDONNANTIE TOT WIJZIGING VAN DE
ORDONNANTIE VAN 27 APRIL 1995 HOUDENDE OP-
RICHTING VAN DIENSTEN VAN HET VERENIGD COL-
LEGE VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEEN-
SCHAPSCOMMISSIE VAN BRUSSEL-HOOFDSTAD
MET AFZONDERLIJK BEHEER**

Naamstemming over het geheel

Mme la Présidente. — Mesdames, Messieurs, Nous passons maintenant au vote nominatif sur le projet d'ordonnance.

Dames en Heren, wij stemmen nu over het ontwerp van ordonnantie.

— Il est procédé au vote nominatif.

Er wordt tot naamstemming overgegaan.

Résultat du vote :

68 membres sont présents.

56 répondent oui dans le groupe linguistique français.

7 répondent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

1 s'abstient dans le groupe linguistique français.

4 s'abstiennent dans le groupe linguistique néerlandais.

Uitslag van de stemming :

68 leden zijn aanwezig.

56 antwoorden ja in de Franse taalgroep.

7 antwoorden ja in de Nederlandse taalgroep.

1 onthoudt zich in de Franse taalgroep.

4 onthouden zich in de Nederlandse taalgroep.

Ont voté oui :

Ja hebben gestemd :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep :

MM. Adriaens, André, Azzouzi, Boelpaep, Mmes Bouarfa, Braeckman, Caron, Carthé, MM. Cerexhe, Clerfayt, Cools, Cornelissen, Mme De Galan, MM. Daems, Daïf, Mme De Groote, MM. De Wolf, Decourty, Mme Derbaki Sbai, M. Doukeridis, Mmes Dupuis, Fraiteur, M. Galand, Mme Gelas, MM. Gosuin, Grimberghs, Hutchinson, Mme Huytebroeck, MM. Ide, Lahssaini, Lemaire, Mme Lemesre, MM. Mahieu, Michel, Mme Molenberg, M. Mook, Mme Mouzon, M. Ouezekhti, Mme Payfa, MM. Pesztat, Riguelle, Roelants du Vivier, Romdhani, Mmes Saïdi, Schepmans, M. Smits, Mme Theunissen, MM. Tomas, Van Roye, Vervoort, Mme Wynants, MM. Zenner, de Clippele, de Lobkowicz, de Patoul et van Eyll.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais :

M. Béghin, Mme Byttebier, MM. Chabert, Gatz, Grijp, Mme Grouwels et M. Vanhengel.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Groupe linguistique français — Franse taalgroep :

M. Hance.

Nederlandse taalgroep — Groupe linguistique néerlandais :

MM. Arckens, Demol, Lootens-Stael et Van Assche.

En conséquence, l'Assemblée réunie adopte le projet d'ordonnance qui sera soumis à la sanction du Collège réuni.

Bijgevolg neemt de Verenigde Vergadering het ontwerp van ordonnantie aan : het zal ter bekrachtiging aan het Verenigd College worden voorgelegd.

Mme la Présidente. — La séance plénière de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune est close.

De plenaire vergadering van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is gesloten.

— Prochaine séance plénière sur convocation de la présidente.

Volgende plenaire vergadering op bijeenroeping van de voorzitter.

La séance plénière est levée à 17 h 50.

De plenaire vergadering wordt om 17.50 uur gesloten.

